

# « Femmes dans l'Eglise » jette l'éponge

... Sœur Uta Teresa Fromherz, Menzingen (ZG)

Membre de la Commission

« Femmes dans l'Eglise » de 1995 à 2006

*Au début mars, six des sept membres de la Commission « Femmes dans l'Eglise » de la Conférence des évêques suisses ont démissionné. Déçues et frustrées, elles avaient l'impression de n'être plus qu'une « commission alibi ». Une des démissionnaires explique ici les raisons de cette décision. Ce coup d'éclat témoigne d'un malaise et d'une mutuelle incompréhension : malgré toutes les déclarations de part et d'autre, la situation de la femme dans l'Eglise catholique fait encore problème.*

Le 15 novembre 2005, la Commission « Femmes dans l'Eglise » (CFE) tenait sa 50<sup>e</sup> Assemblée plénière. Le représentant de la Conférence des évêques suisses (CES) déclarait en passant : « La Commission "Femmes dans l'Eglise" pourrait être transformée en un conseil de la CES » - « Aurions-nous encore le droit et la possibilité d'avoir des contacts avec des femmes et des groupes de femmes de la base ? » - « Non, cela ne sera plus possible. »

Nous couper du dialogue avec d'autres femmes ? Nous ne le voulions pas ! Au contraire, nous souhaitions faire remonter auprès des évêques ce que vivent et pensent les femmes les plus diverses.

## Les débuts de la CFE

Après quelques travaux préparatoires, la Commission « Femmes dans l'Eglise » avait débuté dans l'enthousiasme en 1989. Les statuts lui assignaient trois buts : « 1) La Commission "Femmes dans l'Eglise" est l'organe consultatif de la Conférence des évêques suisses pour les questions concernant la place et la mission des femmes dans l'Eglise. 2) La CFE examine, par mandat ou sur sa proposition et avec l'accord de la Conférence des évêques, des questions concernant la pastorale et la vie ecclésiale ou sociale qui ont de l'import-

tance pour toutes les Eglises locales suisses. Elle présente à la Conférence des évêques les résultats de son travail et lui soumet des propositions concrètes. 3) La CFE entretient des contacts avec des femmes de milieux, d'organisations et de mouvements différents. » Les évêques avaient nommé quinze femmes à la CFE, d'âges divers, issues de milieux civils et ecclésiaux variés, de plusieurs nationalités et professions. Elles devaient représenter les femmes catholiques, ce qu'elles vivent, ce qu'elles pensent.

Si le projet semblait raisonnable et démocratique, il s'est avéré extrêmement exigeant pour une Commission qui devait travailler unie, en vue d'un but commun. Occupées par leurs engagements professionnels et familiaux, les plus jeunes de ces femmes n'avaient guère la possibilité de participer à des séances d'une journée entière. Les démissions et les nouvelles nominations entraînèrent de nombreux changements. Les membres de la Commission devaient rédiger elles-mêmes, à tour de rôle, les P.V. de leurs rencontres, et c'est seulement en 1999 qu'un représentant de l'Institut de sociologie pastorale fut mandaté comme secrétaire de session.

Selon les statuts, les évêques auraient dû consulter régulièrement les femmes sur les questions concernant la vie so-

cial et ecclésiale. Ce ne fut pas le cas. Par contre, la CFE entretenait des contacts suivis avec des femmes issues de divers milieux, comme La Ligue suisse des femmes catholiques, la Conférence femmes de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, le Groupe de travail des femmes pour les questions d'Eglise à Bâle (KFF).

En 1996, au terme du mandat des premiers membres, les deux co-présidentes de l'époque élaborèrent trois modèles en vue d'intensifier les relations de la Commission avec les femmes de la base, d'une part, et avec la CES, d'autre part. Le seul résultat des discussions avec la CES fut la promesse qu'avant chaque Assemblée de la CES, le secrétariat général soumettrait aux deux co-présidentes l'ordre du jour, de façon à ce que la Commission puisse prendre position sur les divers points. Une promesse régulièrement oubliée. Lorsqu'il était envoyé, l'ordre du jour n'arrivait qu'au dernier moment et les objets étaient à ce point verrouillés, qu'il était impossible pour les femmes de faire valoir leur point de vue. Ce n'est que des semaines, voire des mois plus tard, que le représentant de la CES donnait une information au cours d'une Assemblée plénière de la CFE.

## Motivation

De nombreuses femmes quittent aujourd'hui l'Eglise, après mûre réflexion, souvent en proie à une sainte colère. Parce qu'elles ne se sentent pas prises au sérieux, elles préfèrent vivre leur foi et leur vie spirituelle en dehors de l'Eglise. Faire entendre la voix de ces femmes, n'était-ce pas précisément le rôle de la Commission « Femmes dans l'Eglise » ? Et comment motiver les femmes à s'engager dans l'Eglise ?

En se posant la question, la CFE a pris acte de l'importance des relations : les femmes veulent trouver dans l'Eglise des communautés vivantes, où elles peuvent vivre leur foi dans un climat de confiance et de mutuel échange. Pour cela, il est important que les autorités ecclésiales parlent un langage qui tienne compte de la culture et de l'expérience des gens.

De nombreuses femmes se sentant blessées, il était donc inévitable que la CFE aborde la question de l'exclusion canonique des femmes des ministères ordonnés. La Commission s'est intéressée à l'enseignement du Nouveau Testament, au rôle des femmes dans l'Eglise primitive et surtout au ministère des diaconesses. Quelles sont les raisons qui excluraient certaines femmes de l'ordination diaconale ? En 1997, la CFE a participé à un congrès, à Stuttgart, sur le thème : *Le diaconat, un ministère d'Eglise pour les femmes - Un ministère féminin légitime ?* Une participation qui fut très stimulante.

Du côté des autorités ecclésiastiques, on nous a rétorqué qu'il n'y a qu'un sacrement de l'ordre, un seul *ordo*, avec trois degrés, le diacre, le prêtre et l'évêque. Celui ou celle qui ne peut pas devenir prêtre ou évêque, ne peut pas être diacre ou diaconesse. Le Canon 1024 dit : « Seul un homme baptisé reçoit valablement l'ordination sacrée. » Ce que nous avons compris ainsi : « S'engager uniquement pour l'ordination de femmes au diaconat est *trop peu*. Si on ordonne une femme, c'est alors en vue de tous les degrés de l'ordre. »

Après que nous avons remis notre document sur le diaconat des femmes, Mgr Kurt Koch nous a reçues, sur notre demande, le 27 juin 2003, pour une discussion dogmatique. Avec beaucoup de précautions, il nous a exposé les ar-

église

guments des adversaires de l'ordination des femmes. Nous avons senti une certaine compréhension de sa part.

## Autres thèmes

En 1997, nous nous sommes vivement intéressées à la Deuxième Assemblée œcuménique européenne à Graz, et, en 1999, nous nous sommes exprimées lors de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse, en insistant sur l'importance de la recherche génétique.

En 2001, dans le cadre d'un communiqué à propos de la loi sur l'interruption de grossesse, nous avons adressé aux évêques notre prise de position. Tout en reconnaissant que du point de vue éthique l'interruption de grossesse est un mal, nous étions convaincues que dans une société déchristianisée, elle devait être décriminalisée. Du moment que la vie intra-utérine n'est pas une abstraction, la protection de la vie signifie nécessairement la « protection des femmes enceintes ». Comme chacun le sait, la menace de sanctions ne protège pas la vie intra-utérine. L'interruption de grossesse est un douloureux pis-aller. Dans ce cas, vouloir parler de faute exige que l'on parle aussi de la responsabilité du père de l'enfant.

En 2001, nous avons invité pour un échange la représentante de l'Association des femmes touchées par le célibat des prêtres (ZöFra). De même, nous avons toujours dialogué avec des femmes qu'il nous semblait important de rencontrer, comme par exemple M<sup>me</sup> Helene Schüngel-Straumann, professeure émérite d'exégèse de l'Ancien Testament.

En novembre 2003, dans une lettre adressée au président de la Conférence des évêques, nous avons pris position en faveur de la déclaration du Synode de l'Eglise catholique-romaine du canton de Lucerne qui, par souci pastoral, s'était prononcé en faveur de l'abolition du célibat obligatoire pour les prêtres diocésains et s'était engagé pour l'ordination des femmes. Pour toute réponse, les évêques nous ont renvoyées à l'Eglise universelle où les opinions au sujet du célibat obligatoire sont divisées et l'ordination des femmes exclue pour les motifs dogmatiques que l'on sait.

Le document du cardinal Ratzinger du 31 mai 2004 sur *la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Eglise et dans le monde* nous a semblé malheureux. Il ne s'agit pas de collaboration mais, d'une façon générale, de soumission des femmes aux hommes, aux clercs surtout. Le document s'efforce en particulier de montrer pourquoi l'ordination des femmes est impossible.

Réagissant sur de nombreux points particuliers, nous avons rédigé avec beaucoup de soin une prise de position, que nous avons adressée directement à Rome, avec copie au président de la CES. Rome ne nous a pas répondu ; seul le président de la CES a reçu une brève réponse, dont nous avons enfin pu obtenir une copie suite à notre demande expresse. On nous a dit que du moment que nous étions subordonnées à la CES, il nous fallait suivre la voie de service. Rome demandait aussi au président de la Conférence des évêques de nous convaincre de notre erreur.

En 2005, nous avons participé activement à un groupe de travail œcuménique, qui a édité en juin 2006, au Theologischer Verlag Zürich (TVZ), une publication à l'intention des aumôniers et du personnel soignant qui accompagnent des parents en cas de mort périnatale.

Enfin, nous nous sommes penchées sur les questions en lien avec l'assistance au décès et avec l'euthanasie. Les évêques nous ont reproché d'arriver trop tard ; ils avaient déjà rédigé un document. Nous pensions à une lettre pastorale qui aurait traité de la dimension sociale et économique du déni de la souffrance, de l'invalidité, de la douleur, de la vieillesse et de la mort, et qui aurait fait prendre conscience de la manière dont les chrétiens peuvent intégrer dans leur vie privée et sociale la souffrance et les personnes qui souffrent.

## Les évêques n'ont pas besoin de la CFE

Dès 2001, le nombre des membres de la CFE est passé à huit, puis à sept en 2004. Les défuntes et les démissionnaires en fin de mandat n'ont pas été remplacées. Des années durant, la CES n'a pas trouvé le temps de nommer de nouveaux membres, bien que la Commission ait proposé des noms. Alors qu'autrefois la CES acceptait sans autre les suggestions de la Commission, les personnes proposées sont actuellement exclues. Le changement au secrétariat général de la CES en 2001 a été pour nous une douche froide.

Nous attendions des nouveaux membres qu'elles partagent nos préoccupations au sujet de l'Eglise, qu'elles soient francophones ou germanophones et qu'elles comprennent l'autre langue sans avoir besoin de traduction (du moment que les sujets abordés sont difficiles, les membres de la Commission doivent pouvoir disposer de suffisamment de temps). En 2005, nous étions un groupe de femmes de formation universitaire, engagées dans l'Eglise, en âge d'être grands-mères, c'est-à-dire à un âge où une femme dispose d'une capa-

cité d'action et d'une expérience considérables. Depuis un certain temps déjà, nous avons pris conscience que les évêques n'attendaient pas grand-chose de la Commission et qu'ils ne s'intéressaient pas à ce que nous faisions. Nous souhaitons apporter notre contribution au débat sur toutes les questions de la vie ecclésiale et sociale et représenter auprès de la CES les points de vue des femmes et leur expérience. Mais on ne nous a plus confié de mandat. La manière dont la Commission concevait son travail ne correspondait pas à celle de la CES.

Nos divers travaux n'ont fait qu'accentuer notre malaise dans l'Eglise. Par « Eglise », nous entendons uniquement l'Eglise des clercs, des évêques et de l'administration vaticane. Car nous croyons que Jésus-Christ voulait une communauté de frères et de sœurs dans laquelle il était normal, dès le début, que les femmes participent au même culte que les hommes, qu'elles reçoivent les mêmes sacrements et qu'elles assument les mêmes responsabilités, contrairement aux usages patriarcaux du judaïsme et, plus tard, de l'islam.

L'Eglise a besoin de ministres, elle a besoin de diacres qui assument des tâches sociales, de curés et d'évêques qui président les communautés et qui distribuent les sacrements. Nous espérons une Eglise fraternelle, dans laquelle les hommes et les femmes, chacun avec son charisme propre, puissent servir l'Eglise dans tous les ministères.

U. T. Fr.

(traduction : P. Emonet)

église